

*Légation de Suisse
en France*

*En circulation.
voir page 2. Retour
21.11.56
S. J. L.*

14.11.

Paris, le 12 novembre 1956.

Rapport Politique No 105

Confidentiel

La visite du
Chancelier Adenauer

Monsieur le Conseiller fédéral,

Le chancelier Adenauer avait pris le train le 5 novembre, au soir, à Cologne. Au milieu de la nuit, il reçut communication, dans sa couchette, de "l'ultimatum" du Président Boulganine au Président Mollet. Immédiatement, il demanda à parler, du train même, avec le Président Guy Mollet.

Celui-ci, et ses principaux ministres, étaient réunis en Conseil de cabinet, et méditaient sur le texte soviétique qui parlait de la possibilité de l'envoi en France d'engins téléguidés à longue distance. Le Conseil se sépara à 5 h. 30 du matin.

Le chancelier Adenauer arriva à 8 h. à la gare de l'est. Il fut reçu par le seul M. Chaban-Delmas, Ministre d'Etat, qui n'avait pas participé au Conseil de cabinet de la nuit. Le Président Mollet et le Ministre des Affaires

Monsieur Max P e t i t p i e r r e,
Conseiller fédéral,
Chef du Département Politique,
B e r n e.



Etrangères ne furent pas visibles avant 11 heures du matin.

Après des discussions sur les affaires d'Euratom et du Marché commun (qui font l'objet d'un rapport à part), un petit déjeuner de 16 personnes réunit, à l'Hôtel Matignon, du côté français: MM. Mollet, Pineau, Maurice Faure, Couve de Murville, ambassadeur de France à Bonn, et quelques hauts fonctionnaires du Quai d'Orsay; du côté allemand: outre le Chancelier, M. von Brentano, M. Grewe, M. von Maltzan, ambassadeur d'Allemagne en France, etc., etc.

Les hommes d'Etat français étaient toujours sous le coup de la note du Maréchal Boulganine, dont ils n'arrivaient pas à se remettre. M. Christian Pineau, - me dit mon interlocuteur -, blême, n'ouvrit pas la bouche. M. Mollet pâle et défait, se tordait les bras en disant: " Vous ne savez pas, M. le Chancelier, ce que c'est que d'avoir à se rendre compte ainsi de sa propre impuissance. Nous sommes faibles face à l'ultimatum russe. Nous sommes faibles face aux événements de Hongrie, et j'en enrage ". Au milieu de cette triste ambiance de désarroi, le chancelier Adenauer, avec beaucoup de prudence, tentait, néanmoins, d'encourager le Président Mollet à se résigner à ce "cessez-le-feu", qui, en principe, était déjà décidé à Londres et auquel Paris avait beaucoup de peine à se rallier. Le Gouvernement français aurait tenu à ce que les combats pussent se prolonger encore pendant 12 heures, afin que, après trois mois et demi de préparatifs militaires, les effectifs franco-anglais parvinssent au moins à atteindre Ismalia. Les nouvelles que les Ministres français recevaient au fur et à mesure, pendant les échanges de vue, montraient que l'occupation de Port-Saïd et de Port-Fouad, et l'avance dans le canal, étaient beaucoup plus lentes qu'on ne s'y serait attendu. De toute évidence, l'ultimatum russe occupait encore davantage l'esprit des personnes présentes.

Au milieu du déjeuner, M. Baraduc, chef du service de presse au Quai d'Orsay, arriva avec la proposition

- 3 -

suisse d'une conférence de la paix. Etant donné le grand désarroi des Ministres français, cette proposition - la première bonne nouvelle depuis quelques jours - causa un soulagement évident. L'idée qu'une conférence de la paix pût interrompre une action militaire soviétique et justifier là décision un peu insolite (après 24 heures seulement de combats) de cessez-le-feu, rendit confiance aux Ministres français. Il est évident que ceux-ci ne pouvaient, sur le champ, et en présence de leurs interlocuteurs allemands, procéder à un examen complet de la proposition suisse. Mais l'annonce de celle-ci produisit un effet psychologique certain de détente.

L'après-midi, de nouvelles discussions eurent lieu sur l'Euratom et le Marché commun. Il y eut encore un dîner écourté au Quai d'Orsay. Après quoi, le Chancelier repartit le soir-même à 22 h 1/4, renonçant au programme prévu pour le lendemain mercredi 7, qui prévoyait un déjeuner à l'Association de la presse étrangère, avec un discours de M. Adenauer. On dit que celui-ci avait beaucoup hésité à réaliser ce projet prévu depuis longtemps, à savoir la première réception officielle à Paris d'un chef de gouvernement allemand, depuis de très nombreuses années. Les milieux politiques à Bonn lui avaient déconseillé d'entreprendre un voyage qui semblait associer la République fédérale à la position si impopulaire, dans le monde, de la France "colonialiste". Le Chancelier avait pris lui-même sur lui d'organiser et de réaliser son projet, malgré les conseils de prudence. Le résultat fut un accord partiel sur quelques problèmes du Marché commun, et un accord désormais presque total sur l'Euratom, (ainsi qu'il résultera d'un prochain rapport.) Il put aussi contribuer, dans une certaine mesure, à la décision française de cessez-le-feu, prise en fin d'après-midi le 6 novembre.

- 4 -

Dans ces circonstances, m'assure mon interlocuteur, son retour à Bonn, et ses contacts successifs avec le Parlement, se firent dans les meilleures conditions, puisqu'il passait pour avoir contribué indirectement à la fin des hostilités en Egypte.

Veillez agréer, Monsieur le Conseiller fédéral, les assurances de ma très haute considération.

Le Ministre de Suisse :

P. Micheli